

Sommaire

Octobre dans la rue, Michel Galin, page 2
Chronique d'une dissolution annoncée, Jean Deson, pages 3,4,5,6
Réponse de Bernard Fischer à Vincent Présumey, page 7
Non à l'OTAN, Non à Milosevic, par Michel Galin, page 8
RAG publie un appel : "Défendons Armand Zvénirodski...", page 8

RASSEMBLER À GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR
"RASSEMBLER A GAUCHE"

Dispensé de timbrage

R.A.G

LE CLOS BOISSY-S-T-YON 91790
CPPAP 11077 - ROUTAGE 206

Comité de Rédaction

David Bodet, militant LCR
Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front
Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
Françoise Deson
Jean Deson, militant des Verts
Michelle Dospital, militante associative
Robert Duguet, militant socialiste progressiste
Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)
Bernard Fischer, militant associatif
Michel Galin, militant syndical
Gérard Grandamme, militant alternatif
Serge Guichard, militant du PCF
Vincent Huet, militant de la LCR
Gérard Morlier, militant associatif
Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste
Jean Sanchez, militant AREV

N° 105 octobre 1999
7^e année de parution

Commission paritaire des
Publications et Agences de Presse numéro 11077

Directeur de publication : Jacques Adrien
militant socialiste progressiste
RAG : Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75
RAG sur le WEB, taper :
perso.club-internet.fr/rduguet/index.html
Imprimé par nos soins

Au moment où j'écris ces lignes (1^{er} octobre) il n'est pas possible d'être encore très affirmatif. Le 2 octobre nous manifesterons avec les sans papiers pour leur régularisation, et le 4 avec la CGT, la FSU et le groupe des 10 pour une vraie diminution du temps de travail sans réduction de salaire, dans le privé comme dans le secteur public. Jusque là c'est facile, car à peu près cadré, même si l'on peut regretter que personne n'ait su (ou voulu ?) donner encore plus d'importance à ces deux mobilisations.

Pour le 16 octobre cela se complique ! Le PS ne veut pas participer à une manifestation qui risque de ne pas crier beaucoup de slogans favorables à la politique gouvernementale, ces gens là sont réalistes... Le PC a conçu au départ cette manifestation comme un outil de pression au sein de la majorité gouvernementale et a poussé les feux pour une date très tôt dans le calendrier (à peine plus d'un mois après avoir lancé l'idée à la fête de l'Huma). Cette approche, quelque peu politicienne rend difficile l'insertion du mouvement social dans cette manifestation. Le mouvement associatif et syndical est très pointilleux sur son indépendance pour ne pas donner l'impression de suivre une action initiée par un parti. Il est à souhaiter et à agir pour que la donne change. Réussir une manifestation avec les mouvements de chômeurs, les organisations syndicales et aussi les partis politiques peut modifier la situation au

moment où se discute la 2^{ème} loi Aubry au parlement. Réduire le temps de travail pour créer des emplois, en finir avec le gel de l'emploi public peuvent être des mots d'ordre fédérateurs à cette fin.

OCTOBRE DANS LA RUE ?

Par Michel GALIN

Les lycéens redescendent dans la rue, ils demandent des comptes à C. Allègre. Réforme des lycées, déconcentration de la gestion des enseignants et 4 milliards de francs prêtés aux régions devaient tout régler selon les déclarations du ministre l'année dernière. La réforme, appliquée cette rentrée en seconde a diminué l'horaire d'enseignement et a créé des heures d'aides pour un petit nombre d'élèves (8 au maximum par classe). Le résultat, visible pour les élèves est une détérioration de leurs emplois du temps imposée par les contraintes matérielles du nouveau système. La déconcentration n'a pas amélioré, loin s'en faut, les nominations des enseignants ; professeurs nommés après la rentrée, remplacements non assurés sont encore la règle. Par contre le nombre de postes au concours a diminué en 1999 par rapport à 1998, les rectorats sont donc amenés à recruter en catastrophe des enseignants contractuels au statut encore plus précaire que les maîtres auxiliaires. Les locaux sont souvent encore vétustes et peu

confortables, le prêt aux régions, à supposer qu'il soit suffisant, ne peut faire ses effets dans des délais aussi rapides.

Le ministre avait aussi promis aux lycéens 14000 adultes supplémentaires. Le nombre n'est en fait pas atteint et il s'agit pour l'essentiel d'emplois jeunes. La démagogie, surtout vis à vis de la jeunesse est irresponsable, et en plus elle ne paie pas ! Le ministre choisira-t-il la fuite en avant dans le démantèlement de l'éducation nationale pour répondre aux lycéens ? Ce n'est pas certain que cela fonctionne, d'abord parce qu'ils sont instruits de l'expérience de l'automne 98, ensuite parce qu'ils ne sont pas demandeurs d'analphabétisme. La jonction avec les enseignants est un enjeu que nous ne devons pas rater cette année, pour lutter ensemble pour une école de qualité pour tous.

Lionel Jospin prétend souhaiter la mobilisation ? chiche ! Mais ce n'est pas à lui d'en décider les contenus.

Les cruciverbistes, lecteurs de l'Humanité, ont dû être surpris, quand à plusieurs reprises, ils ont eu cette définition : vire à droite, en 3 lettres. Réponse : HUE. Eh oui! pour les chevaux, à DIA c'est à gauche et à HUE c'est à droite. Pas d'illusions, camarades, l'Humanité ne vire pas... à gauche.

CHRONIQUE D'UNE DISSOLUTION ANNONCÉE

Par Jean DESON.

Printemps 97, le Président de la République, J. CHIRAC, décide, comme la Constitution l'y autorise, de dissoudre l'Assemblée Nationale. Le scrutin change la majorité, la droite est battue et la gauche forme un gouvernement "pluriel".

Après deux années il n'est peut être pas inutile de revenir sur la signification de ces changements.

La situation en 97:

Tout d'abord personne ne s'est vraiment interrogé sur le fait qu'un animal politique comme Chirac, disposant de puissants moyens de sondage et de réseaux politiques éprouvés ait pu faire une telle bétise. Pour en juger, il faut revenir à la situation politique de la France au moment de cette dissolution.

A cette époque, du point de vue des intérêts financiers qui ont imposé les critères de Maastricht, la France est "en retard". Les privatisations piétinent, les Français s'accrochent à leurs services publics, la flexibilité des horaires, la destruction des lois sociales, tout cela se heurte à de telles résistances que les gouvernements successifs n'osent pas prendre les mesures radicales que le capital réclame à cor et à cris.

La tentative de Juppé de passage en force a lamentablement échoué, débouchant sur une crise sociale inquiétante pour l'ordre établi.

Dans ce contexte, la décision de dissoudre l'Assemblée Nationale est assez logique. En cas de reconduction victorieuse de la droite, le nouveau gouvernement sera fondé à prendre des mesures impopulaires avec l'onction du suffrage universel.

Et en cas de victoire de la gauche? Deux ans après, il est intéressant de faire un bilan de ce point de vue.

La méthode Jospin

Dès la constitution du gouvernement, Jospin place ses fidèles aux postes clés : Allègre

à l'Education Nationale, Chevènement à l'intérieur, Strauss Kahn et Aubry au social et aux finances. Rien d'important ne peut être fait en dehors de cette équipe.

D'ailleurs, Chirac n'a pas démissionné et réussira au contraire à placer un de ses lieutenants à la tête du sénat. Le contrôle de ces deux institutions clés de l'Etat, l'Elysée et le sénat, garantit un verrouillage total du système au cas, improbable ou la gauche tenterait d'appliquer vraiment son programme.

Reste pour Jospin à garantir un minimum de sécurité vis à vis de ses alliés. Il va employer pour cela la bonne vieille méthode de la 3e République : distribuer des porte feuilles.

Les Verts héritent, évidemment, de l'Environnement et le P.C des Transports et des Sports.

Plus les nombreuses nominations dans les multiples comités de la République. Une fois la politique centrale définie, elle-même conforme aux directives issues de Maastricht, dont il faut rappeler qu'elles ont été négociées et ratifiées par des "experts"... nommés par un Gouvernement et un Président socialistes. Chaque ministre peut librement les appliquer dans son domaine de compétences. C'est la gauche "plurielle"

Bilan provisoire

Avec quels résultats? D'abord des vagues de privatisations sans précédents. L'état abandonne toutes ses possibilités d'intervention dans le domaine de la banque, avec, en finale l'abandon des outils monétaires dans les mains de la Banque européenne, totalement irresponsable devant les électeurs.

Même désengagement dans le domaine des assurances et de la grande industrie.

Quant aux services publics, sujet explosif s'il en est, les choses avancent. Les Télécom sont privatisées, les statuts de la SNCF et EDF/G.D.F. aménagés pour l'entrée du capital privé. Quant à la Poste, chacun peut constater qu'elle est maintenant beaucoup plus préoccupée par le placement de produits financiers que par les obligations de service public.

L'arrivée massive sous couvert "d'emplois jeunes" de hors statuts prépare la déstabilisation du statut national de la fonction publique.

Un secteur aussi sensible que l'Assurance

Sociale est aussi concerné : la réforme hospitalière fait entrer des critères de rentabilité qui poussent certains hôpitaux à trier aux urgences les malades solvables ou non. L'Assurance Universelle, belle idée de départ débouche sur un financement auquel, pour la première fois, des compagnies d'assurances privées participent. La brèche par laquelle on va vers un système minimum (" l'équité " chère à A.Minc), et des compléments privés est ouverte, avec un habillage habile faisant participer les Mutuelles.

L'Education Nationale subit de la part de C.Allègre des attaques, que les ministres de droite n'avaient pas osées. Le ministre tente de jouer les parents contre les enseignants, pour justifier une école à deux vitesses sous couvert de soutien scolaire. La lutte exemplaire des enseignants du 91 va révéler le contenu réel de cette réforme et contraindre Allègre à reculer, mais le plan est toujours dans le tiroir.

Quant à la Recherche, la tentative de mettre le CNRS au pas en liquidant ses organes démocratiques et en remplaçant ses experts par ceux, nommés, du Ministère, se heurte à une opposition unanime de la communauté scientifique. Mais là encore, le recul n'est que provisoire.

A propos des retraites, les fonds de pension, réclamés par le capitalisme français, vont sans doute être d'abord introduits sous couvert de " compléments ", il suffira de bloquer les plafonds de répartition pour les rendre hégémoniques. Strauss Kahn fait de nombreuses déclarations dans ce sens, pour créer " un capitalisme français " et lutter contre les fonds de pension américains, sans doute à la manière de l'entreprise française, Michelin.

Même au niveau symbolique on ne s'embarrasse pas de préjugés : le taux du Livret A, l'épargne des pauvres est abaissée à un niveau dérisoire, les réductions d'impôt concernent les propriétaires qui font exécuter des travaux par des artisans ce qui exclut de fait toutes les couches populaires qui font évidemment les travaux elles même.

Reste la loi des 35H. Il faudrait un article spécial pour l'analyser complètement. Constatons simplement que la flexibilité et l'annualisation sont introduits définitivement. On travaillera quand le capital le décidera, au mépris de toute vie individuelle. M.Aubry déclare: "

Nous avons mis des garde fous: l'employeur devra informer huit jours à l'avance d'un changement d'horaire ". Un tel cynisme se passe de commentaires, on valide que le temps de la vie est soumis au temps de l'entreprise : activités culturelles, sportives, familiales, devront s'y conformer ou disparaître. La revendication du début du siècle : 8 heures de travail, 8 heures de repos, 8 heures de loisir paraît une utopie dangereuse !

Il faut noter également l'hypocrisie qui consiste à renvoyer à " la négociation " l'application de la loi, comme si l'on ignorait que les licenciements massifs d'élus syndicaux et la crainte du chômage avaient liquidé la plupart des sections syndicales des P.M.E., négociation entre le renard et les poules, le résultat est connu d'avance. Et comme si le rôle de l'état n'était pas, justement, de rétablir l'équilibre au profit des plus faibles.

D'autant que le patronat a pris soin de remettre à N.Notat les clés de la cogestion, et les innombrables postes qui en découlent, avec en échange, une " compréhension " jamais démentie.

Après le scandale de Michelin, F.Hollande déclare que pour limiter les effets de la gestion financière il faut...que les salariés soient aussi actionnaires.(Cette affirmation, directement puisée au credo libéral, ne dit pas si l'ouvrier Dupont doit se licencier lui-même, pour faire monter le cours de son action).

Quant à Jospin, en déclarant " on ne peut pas administrer l'économie ", il consacre la capitulation de la démocratie devant les intérêts financiers.

Il était difficile de faire mieux et plus vite la politique annoncée par Juppé.

Les effets

Le premier effet de cette politique, c'est la crise de la droite. Peu importe aux intérêts financiers quel personnel mène la politique dont il a besoin, c'est cette politique qui compte, et si la gauche se montre capable de l'appliquer très efficacement, la droite ne sert plus à rien.

Et de fait, elle n'arrive à se démarquer de la gauche que sur des faits de société du type PACS, où elle apparaît encore plus ringarde, ce qu'a bien senti Sarkozy. Représentante de

catégories déclinantes, court circuitée par une gauche gestionnaire loyale, elle est en train de sortir du champ politique français.

Reste la mise en place, bien avancée, de deux groupes alternant sur le modèle US, et facilitée par le maintien, non négociable par Jospin, du scrutin majoritaire. Le citoyen aura la possibilité de changer l'équipe en place, pour la même politique évidemment.

Etat des lieux

En face de cela, l'opinion est déboussolée, elle constate l'aggravation de la précarité, la montée du travail partiel ou provisoire, les mendiants dans les rues, le bourrage de crâne de tous les JM Sylvestre dans les médias, depuis des années, qui lui serine qu'on ne peut rien faire, que la santé coûte trop chère, qu'on ne pourra plus payer les retraites etc...

Et la participation à des votes sans enjeu baisse inexorablement, lourde menace pour la démocratie.

D'autant que les forces politiques qui lui servaient de relais disparaissent. Privé de toute base idéologique cohérente, le P.C. survit surtout grâce à la perfusion du P.S., qui tient à son réseau électoral, et à ses restes d'image. Mais le P.C. réduit à lui-même n'a plus aucun poids électoral autonome et va d'échecs en échecs, on peut même se demander si, sous sa forme actuelle il survivra à son prochain congrès. Sa participation obligée à la dislocation des services publics achève d'écoeurer ses militants et électeurs comme l'ont montré les élections européennes.

Quant aux Verts, l'ouverture vers les autres courants écologistes, la participation au gouvernement, la distribution des postes (Conseillers Régionaux etc...) a liquidé la "vieille garde" au profit des carriéristes. N.Mamère est l'exemple type: ex Génération Ecologie, recyclé sur la liste à B.Tapie, aujourd'hui plus Vert que jamais. L'OPA de Cohn Bendit, qu'il a pilotée restera sans doute comme un modèle du genre. La politique radicale alternative est mise à la poubelle au profit d'un libéralisme déguisé en modernité. Mais sur les OGM, le stockage des déchets nucléaires, l'arrêt du tout camion tout bagnole ou le recadrage du Diesel, c'est le silence. La "politique autrement" est morte et bien morte.

L'affaire du Kosovo est particulièrement édifiante. Notons au passage que pour engager la France dans une guerre d'agression, sans mandat international, et sous la conduite des Etats Unis via l'OTAN (ce qui est un fait, sans juger des raisons invoquées pour cette intervention) le gouvernement n'a pas cru bon de réunir le Parlement montrant ainsi involontairement quelle importance a réellement la représentation nationale. **Discutez plutôt du PACS, de la parité, et laissez les choses sérieuses aux gens compétents.**

Sans états d'âme, les Verts ont renié des décennies de combat antimilitariste et non violent. Avec la fougue des nouveaux convertis, Mamère a même réclamé "un battle dress plutôt que la tunique de Ponce Pilate". Il faut reconnaître que, pendant que leurs représentants approuvaient les bombardements, les Verts organisaient des collectes de nourriture pour en limiter les effets!

Quand au P.C., sa découverte du caractère humanitaire d'une intervention de l'OTAN a définitivement révuilé une bonne partie de ses troupes.

Difficile de croire, après de tels opportunistes, que ces appareils peuvent réellement prendre en charge un projet radical de transformation sociale. Appareils, car les partis "modernes" n'ont en réalité plus besoin des militants, effet pervers du financement public. L'important ce sont les élus, qu'il faut préserver à tout prix, même avec des alliances douteuses.

Il faut conseiller à ce sujet la relecture de l'accord électoral Verts/P.S. pour mesurer à quel point on peut pousser le cynisme: un chiffon de papier que personne n'évoque même plus.

Reste l'extrême gauche. Pour une fois ses dirigeants ont eu la capacité de surmonter un comportement groupusculaire en présentant une liste commune. Les résultats sont importants. Si le score global n'a rien d'exceptionnel, un examen plus détaillé montre que dans les banlieues industrielles de Paris et de province, les scores sont souvent importants, plus de 10% dans plusieurs secteurs, dénotant une attente réelle de radicalisme. En même temps l'extrême gauche sort de la marginalité médiatique et accède à un statut politique national.

Mais ce résultat cache de profondes faiblesses. L.O., organisationnellement et

idéologiquement, prépare toujours activement la Révolution de 1917. On peut avoir de la sympathie pour Arlette et trouver que le mot d'ordre de sa campagne: " *Réquisitionnons les entreprises qui licencient* " manque sérieusement de sens des réalités.

La LCR, très active dans les mouvements sociaux, a du mal à renoncer à un discours incantatoire stéréotypé, le simple fait de changer de sigle semble poser des problèmes insurmontables. Néanmoins sa stratégie actuelle, rassembler à gauche du P.S. pour peser sur le cours des choses, semble cohérente, au moins sur le plan de l'organisation. Reste la question de fond, celle du programme sur lequel pourrait se retrouver cette nouvelle force qui fait si cruellement défaut, quelle société voulons-nous, quel est le socialisme du XXI e siècle?

Nous savons ce qu'il ne peut pas être: un monstre bureaucratique étatique à la Soviétique, ce qui pose la question des services publics (pour quoi faire et sous quel contrôle?)

Et le champ de son application: l'Europe.

Lutter à ce niveau et d'abord pour que le volet social du traité de Maastricht ne soit pas un paragraphe vide (ce qu'il est à l'heure actuelle) et pour une renégociation du traité éliminant les références à l'économie libérale.

Dans le même temps, mener la lutte contre les prétentions hégémoniques américaines (qui aurait cru, il n'y a pas si longtemps, que les Etats Unis prétendraient imposer une viande hormonée au reste de la planète?) et les négociations capitulations type AMI.

Il ne faut pas se cacher que le système est bien en place, idéologiquement, et matériellement. Avec une armée de métier pour les opérations extérieures et une autre, la gendarmerie renforcée, pour le maintien de l'ordre, tout est prévu. Le " *Monde Diplomatique* " remarque à propos du Kosovo " *la gauche fait la guerre en Europe comme elle le fera demain dans les banlieues* ".

La rupture sociale, symbolisée par ces banlieues où éclatent, et éclateront, des émeutes dans lesquelles le reste des couches populaires ne se reconnaissent pas, est patente...

Lors des manifestations lycéennes, des " *banlieues* " ont cassé des vitrines, pillé etc... Lors des lourdes condamnations qui ont suivi

(pour bien moins que les paysans ou les routiers!) la jeunesse lycéenne non seulement n'a pas levé le petit doigt, rompant avec une pratique traditionnelle de solidarité contre la répression étatique, mais au contraire n'a cessé de se démarquer de ces " *voyous* ". La fracture est très profonde et pose un problème crucial: comment réintégrer dans le champ politique des forces de révolte qui s'épuisent dans des crimiviolences stériles que le gouvernement criminalise (les " *sauvageons de Chevènement* ")

Mais d'autre part les contradictions s'aggravent: on prolonge l'âge de la retraite alors que les jeunes sont au chômage, plus la productivité augmente plus on licencie, plus la richesse s'étale et plus la pauvreté augmente, plus on produit plus on travaille.

Sur le plan international, la crise depuis l'effondrement du sud est asiatique et de la Russie est toujours latente, la Corée est touchée à son tour.

La vraie cohésion du système, c'est celle du Super Marché: tant que les salariés peuvent consommer (ou avoir l'espoir de consommer) des marchandises, ils supportent le reste.

Exhiber un portable devant son entourage vaut bien un peu de flexibilité.

Mais que cette possibilité vienne à s'effondrer et les choses peuvent changer très vite, s'il y a une force organisée avec un projet pour prendre politiquement en charge la révolte.

Créer dès maintenant des lieux de rencontre et de débats entre tous ceux qui ne font plus confiance aux appareils traditionnels (qu'ils choisissent d'y rester ou non dans l'immédiat n'est pas important) et veulent se battre pour une société socialiste, pour définir un programme, est certainement la tâche prioritaire à notre portée.

Question de départ :

Au fait, Chirac a t il, de son point de vue, eu tort de dissoudre l'Assemblée Nationale?

Ce bulletin est le vôtre, aidez-nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Prénom:

Adresse N° :

rue :

Ville :

Je verse la somme de 100frs : Autre : A M Galin, 21 rue de Rosays, 91600 Savigny S Orge.

Dans le numéro de septembre de RAG, nous avons publié des extraits d'un Appel public lancé par Vincent Présumey, sur une bataille que lui et ses amis mènent à l'intérieur du PS. Nous l'avons fait de notre point de vue, qui consiste à discuter librement des initiatives qui peuvent se prendre à l'intérieur ou à l'extérieur des partis. Nous continuons cette discussion à travers la lettre ci-jointe de Bernard Fischer à Vincent Présumey.

REPONSE DE BERNARD FISCHER A VINCENT PRESUMEY.

Par Bernard FISCHER.

Ton initiative pose plusieurs problèmes : voici comme je les analyse.

En matière de politique française, la question la plus importante est celle de l'entrisme à l'intérieur du Parti Socialiste. **Je n'y ai jamais cru, ni dans les années 1930 (Léon Trosky, Marceau Pivert), ni dans les années 1970 (Jean Luc Mélenchon, Lionel Jospin), ni dans les années 1980 (Julien Dray, Jean Christophe Cambadélis), ni dans les années 1990 (Gérard Filoche, André Lacire, Socialisme par en bas et, pourquoi pas Charles Stobnicer).** Cela pose, bien sûr, beaucoup de questions. En particulier celle du gouvernement de la gauche plurielle.

A l'inverse, je ne crois pas non plus aux fatwas, aux ukases et aux diatribes contre les militants et organisations, ainsi qu'à la détermination de la date exacte à laquelle ils sont estimés passer du côté de la défense de l'ordre bourgeois. Ces accusations morales capitales sont effectivement sectaires, et plus simplement religieuses et jésuitiques.

Le gouvernement de la gauche plurielle et sa politique est un gouvernement libéral comme l'ont été tous les gouvernements sociaux démocrates en France et dans tous les pays depuis 1914. Cela dit la question de la participation ou de la non-participation au gouvernement de la gauche plurielle n'est pas réductible à la nature de classe de sa politique. La question du pouvoir, la question de la participation ou de la non-participation au gouvernement, ce n'est pas la question de la présence ou de l'absence de ministres, nous ne sommes pas des anarchistes, c'est la question suivante, **quand nous avons des ministres, que font-ils?**

La Gauche Socialiste revendique un poste de ministre. Si la Gauche Socialiste avait un ministre, cela ne changerait rien à la politique du gouvernement, ni à la politique de la Gauche Socialiste. Par contre, cette revendication pose une autre question, les actuels ministres ne représenteraient-ils pas la Gauche Socialiste? La question de l'entrisme à l'intérieur du PS entraîne forcément un face à face, un tête à tête entre l'appareil du PS et les militants de base du PS.

La composition du gouvernement de la gauche plurielle est bien un problème, il ne s'agit pas d'un gouvernement du PS tout seul, il s'agit d'un gouvernement tripartite dont les trois composantes sont le PS, le PCF et les Verts. La présence ou l'absence de ministres PCF et Verts, la transformation dans les délais les plus rapides de l'actuel gouvernement en un gouvernement du seul PS tout seul est bien un enjeu. La formation d'un autre gouvernement et la construction d'une alternative à gauche ne surgira pas du néant mais elle intégrera des composantes de l'actuelle majorité. Rappelons-le le PS n'est pas majoritaire à lui tout seul à l'Assemblée Nationale.

La question de l'entrisme pose encore d'autres questions. D'abord les militants de base du parti. **Existent-ils encore, oui ou non? A mon avis ce sont en majorité des élus et des permanents syndicaux. Il pose la question de la nature de classe du PS et de la social-démocratie, est-il oui ou non un parti ouvrier?**

A mon avis, ce n'est pas une question politique, c'est une question économique et sociale, la véritable question politique est celle de la vocation émancipatrice de la classe ouvrière, de sa place dans l'économie capitaliste, de la vocation émancipatrice d'avant garde de ses partis, du mode de fonctionnement interne de ses organisations, de ses idéologies... Pour le reste, si on considère la politique de Jospin comme qualitativement plus progressiste ou plus réactionnaire par rapport à la politique de Mitterrand, de Blum, de Hue, de Marchais, de Thorez ou de Staline, cela relève pour moi de la naïveté ou de l'ignorance.

NON à l'Otan, NON à Milosevik

Par Michel GALIN

Je n'avais pas l'intention d'écrire sur le Kosovo, mais la lecture du 4 pages du comité « *halte à l'OTAN* » m'a interloqué. Pas un mot dans cette publication pour combattre la politique de Milosevik, au mieux il est mis sur le même plan que les kosovars ! C'est pourtant bien le régime de Milosevik qui a supprimé l'autonomie de la province au sein de la république Serbe (acquise sous Tito), licencié les fonctionnaires albanophones et emprisonné les enseignants qui continuaient à enseigner dans leur langue dans des écoles parallèles. Et cela n'est pas une invention diabolique de l'impérialisme ! Il n'est pas si éloigné le temps où dénoncer les procès de Moscou et le goulag était forcément faire le jeu de la bourgeoisie... Je reste confondu aussi devant la dénonciation de l'U.C.K., L'analyse est bien univoque et les formules rappellent trop certaines employées jadis (le POUM à la solde de Franco, Tito agent de l'impérialisme...). Je continue à penser que l'intervention américaine était néfaste pour l'avenir de la région et de ses peuples. Mais le soutien, de fait, au régime de Milosevik ne peut que valider tous les nationalismes dans cette région. La négation de la politique colonialiste de Belgrade au Kosovo est condamnable intellectuellement et moralement, elle disqualifie en plus ceux qui refusent que l'ordre américain s'installe partout.

En procès pour délit de solidarité Défendons Armand Zvéniogrodski

Le 22 juin 1999, dans le vol 760 d'Air France ... destination de Bamako au Mali, Armand Zvéniogrodski et les passagers se sont mobilisés contre l'expulsion forcée d'un sans-papier.

Le commandant de bord a " *réquisitionné la force publique* " pour faire descendre Armand de l'appareil. La mobilisation des passagers l'en a empêché. Air France a ensuite porté plainte contre Armand pour : " *entrave à la circulation aérienne par l'organisation d'une protestation collective contre la présence d'un sans-papier* ". Il passe en procès le 30 septembre au tribunal de Bobigny 173 avenue Paul Vaillant Couturier, 16e Chambre du tribunal de grande instance ... 13h. C'est la première fois qu'un passager est poursuivi pour avoir voulu empêcher une expulsion. Il risque 5 ans de prison et 120 000 francs d'amende. Armand Zvéniogrodski est militant antiraciste depuis de longues années, il est aussi membre de Jeunes contre le Racisme en Europe. Son procès est politique, c'est un procès contre la solidarité et contre la défense des sans-papiers. Nous exigeons l'arrêt immédiat de toutes les poursuites à son encontre.

Premiers signataires : Mgr J.Gaillot, A.Laguiller: députée européenne, porte-parole de Lutte Ouvrière ; A.Krivine, député européen, porte-parole de la LCR ; Maxime Gremetz : député PCF, MH.Aubert : députée Vert d'Eure et Loir ; M.Billard : conseillère de Paris, porte-parole des Verts ; S. Pocrain : porte-parole des Verts ; A.Caron, conseiller régional Vert de Picardie ; L.Lagrange, Conseiller municipal de Soisson ; T.Monod : Membre de l'Institut ; Y.Boisset : cinéaste ; P.Latour : journaliste ; G.Perrault ; G.Delteil ; A.Nothomb, F.Combe : écrivains ; Luz, Charb, Faujour, R.Mas : dessinateurs ; Miss.Tic : artiste peintre ; E.Fabrol : cadre territorial ; JJ Karman : conseiller général de Seine Saint Denis, adjoint au maire d'Aubervilliers ; L.Aguirre, LCR ; P.Carrasquedo, R.Delacroix: Porte-parole de la Gauche Révolutionnaire-La Commune ; JC Caillon, E.Hyvaert : Porte-parole de Jeunes contre le Racisme en Europe ; Coordination Nationale des Sans Papiers ; M.Rajfus : Observatoire des Libertés Publiques; A.Violet, H.Delouche, Livre CGT, SUD Aéroport, Droit devant, UD-CGT 80, P Joan, secrétaire UD CGT de la Somme, Le MAN 80, SUD Education Somme, UNEF-ID Amiens, SCALP-REFLEX, Socialisme par en bas.